

**TERMES DE REFERENCES**

**EXPERTISE POUR L'APPUI A L'ELABORATION DE MODULES DE FORMATIONS  
DE FORMATEUR·RICES ET OUTILS PEDAGOGIQUE  
« ACTION CONCERTEE POUR LE RESPECT DES DROITS EN SANTE SEXUELLEET  
REPRODUCTIVE ET L'EGALITE FEMMES-HOMMES »  
3INAYA – MAROC**

<b>Référence de l'appel d'offre</b>	<b>24MAROCINGFOR</b>
<b>Secteur d'activité</b>	Ingénierie de formation
<b>Type de contrat</b>	Prestation de service (consultance)
<b>Durée</b>	10 jours
<b>Zone de conduite</b>	Home based et Rabat
<b>Date de clôture</b>	<b>08 septembre 2024 à 17h (heure de Rabat)</b>

## **1. Informations générales**

### **1.1. Santé Sud**

Santé Sud est une ONG française de solidarité internationale qui agit pour le droit à la santé et à des soins de qualité pour tous·tes. Ses projets sont mis en œuvre selon une approche fondée sur les droits et l'égalité de genre, avec une méthodologie de santé publique visant la promotion d'un continuum de soins de qualité permettant le bien-être physique, psychique et social des populations.

Dans le cadre de ses programmes, Santé Sud accompagne les initiatives des acteur·rices public·ques et associatif·ves afin de faciliter l'amélioration et/ou la mise en place de structures durables, appropriées aux ressources humaines, économiques et techniques en agissant à partir de projets concertés qui laissent la maîtrise des choix aux acteurs·rices locaux·ales. Au Maroc, Santé Sud accompagne depuis 2013 la protection des plus vulnérables dans différentes régions.

## **2. Contexte et justification**

### **2.1. Le programme « Action concertée pour le respect des droits en santé sexuelle et reproductive et l'égalité femmes-hommes »**

#### 2.1.1. Contexte de mise en œuvre

Le projet « Action concertée pour le respect des droits en santé sexuelle et reproductive et l'égalité femmes-hommes » nommé "3Inaya" financé par l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement est mis en œuvre au Maroc dans 3 régions (Rabat-Salé-Kénitra, Casablanca-Settat, Béni Mellal-Khénifra). En ciblant chaque niveau de l'environnement des femmes, l'action vise un changement de paradigme concernant la perception des femmes et le respect de leurs droits, dont en premier lieu le droit à la santé, incluant la lutte contre les discriminations et violences basées sur le genre.

L'action répond également aux besoins des populations du Maroc où, alors que 50,2% de la population est de sexe féminin (16,8 millions de femmes dont 27,2% ont moins de 15 ans), les discriminations et violences basées sur le genre sont nombreuses. L'Enquête nationale sur la violence à l'égard des femmes au Maroc montre que 57% des femmes ont subi au moins un acte de violence, surtout en milieu conjugal (52% des violences), que la violence touche davantage les moins instruites, les plus jeunes, les femmes sans activité professionnelle ou en situation de vulnérabilité (femmes migrantes). Les enfants sont aussi touchés : violence sexuelle chez les adolescentes recrutées comme domestiques, mariage d'enfants, exploitation, prostitution. Le pays manifeste des résistances à la criminalisation de toutes les violences faites aux filles et aux femmes (y compris le mariage des mineures et la situation des mères célibataires). La grande majorité des actes de violence ne sont pas rapportés aux autorités, traduisant une culture d'acceptation de la violence, la méconnaissance des textes de lois et des services de protection disponibles, avec un besoin majeur en promotion des droits, dont le droit à la santé, et de sensibilisation à l'égalité femmes-hommes.

Les enfants et adolescent·es sont particulièrement touché·es par les VBG et c'est pourquoi ils font partis des bénéficiaires principaux du projet. Santé Sud a signé une convention de partenariat avec le Ministère de

l'Education Nationale (MEN) du Maroc, afin de déployer des activités au sein de plusieurs collèges et lycées des régions ciblées par le projet. Ces activités sont pour but de sensibiliser et former les professionnel·les de l'éducation nationale au repérage et à la prise en charge des VBG, sur les thématiques d'égalité de genre et de la Santé Reproductive des Jeunes et Adolescent·es (SRAJ).

### 2.1.2. Enjeux et objectifs du projet

*Objectif global* : Contribuer au renforcement du respect des droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) et à l'égalité femmes-hommes incluant la prévention des violences basées sur le genre (VBG) et la protection des survivant·es.

*Objectifs spécifiques* :

- Renforcer la qualité et la coordination des mécanismes de promotion des droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) et de sensibilisation à la culture de l'égalité ;
- Renforcer la qualité et la coordination des mécanismes de prévention des violences basées sur le genre ;
- Renforcer la qualité et la coordination des mécanismes de prise en charge des survivantes dans les régions de Beni Mellal-Khénifra, Rabat-Salé-Kénitra et Casablanca- Settat avec un rayonnement national.

## **3. La mission**

La mission a pour objectifs principaux d'appuyer le Ministère de l'Éducation nationale (MEN) et les professionnel·les de l'éducation nationale en élaborant des dispositifs de formation et des outils adaptés à la formation continue. Ces outils permettront de :

- Équiper les professionnel·les pour prévenir la violence, identifier précocement les cas de violence, référer les victimes, et répondre aux interrogations des jeunes.
- Sensibiliser les jeunes à la culture de l'égalité et à la promotion des droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR).

L'objectif final est de mener des sessions de sensibilisation auprès des adolescent·es afin de les aider à prendre des décisions éclairées et à encourager des changements positifs dans les collèges et lycées.

### **3.1 Public cible**

- 24 formateur·rices - acteur·rices du Ministère de l'Éducation Nationale
- 146 acteur·rices du Ministère de l'Éducation Nationale formés en cascade
- Collégien·nes et lycéen·nes sensibilisé·es sur les questions de SSR, VBG et égalité de genre.

### **3.2 Résultats attendus**

- Renforcer les capacités des professionnel·les du ministère en matière d'égalité de genre, de SSR et de première écoute psychologique auprès de violences basées sur le genre;
- Renforcer la sensibilisation et la compréhension des cadres du ministère de la jeunesse concernant les enjeux de santé mentale et les méthodes d'intervention appropriées auprès des victimes de violences basées sur le genre ;

- Améliorer les capacités des professionnel.les à repérer et orienter les victimes de violences basées sur le genre selon le circuit de prise en charge en vigueur ;

### 3.3. Tâches et responsabilités de l'expert.e

En tant que consultant.e, vous réalisez des missions de conseil en ingénierie pédagogique pour bâtir des dispositifs hybrides de développement de compétences du Ministère de l'Education Nationale dans le cadre du projet 3Inaya/SentinELLES.

**En collaboration étroite avec le Ministère de l'Education Nationale et des référent.es thématiques de Santé Sud VBG, SSR et santé mentale, le/la consultant.e aura la mission de :**

1. **Analyse des Besoins** : Identifier les besoins spécifiques en formation continue des formateurs de formateurs, en tenant compte des objectifs de sensibilisation des adolescents sur des sujets clés tels que la prévention de la violence, la promotion de l'égalité de genre, et la santé sexuelle et reproductive.
2. **Conception Pédagogique** : Appuyer l'élaboration des programmes de formation continue adaptés aux formateurs de formateurs, en intégrant des méthodes pédagogiques innovantes et des outils pour maximiser l'impact des formations en cascade.
3. **Développement de Contenus** : Créer et adapter des modules de formation, des guides pédagogiques, et des supports de cours spécifiques aux thématiques de sensibilisation des adolescents. Ces contenus devront être pertinents, engageants et adaptés au contexte éducatif et culturel.
4. **Formation des Formateur·rices de Formateur·rices** : Organiser et animer des sessions de formation continue pour les formateurs de formateurs, en les outillant avec les compétences nécessaires pour mener efficacement des formations en cascade. Cela inclut le développement de compétences en animation de groupe, en communication, et en gestion des dynamiques de classe.
5. **Accompagnement et Suivi** : Mettre en place un dispositif de suivi et d'accompagnement des formateurs de formateurs pour assurer la bonne mise en œuvre des formations en cascade.
6. **Pour les formations digitales** : participation à la l'élaboration des scripts et storyboards (MOOC) en concertation étroite avec le Ministère de l'Education Nationale et les référentes techniques de Santé Sud;

Dans sa méthodologie, la/le consultant.e est tenu.e de respecter une approche participative et d'être attentif/ve au genre, à toutes les étapes de la consultation.

### 3.4 Qualifications requises

- Diplôme en ingénierie pédagogique, en sciences de l'éducation, ou en technologies éducatives.
- Diplôme complémentaire ou spécialisation en santé publique ou tout autre domaine de la santé.
- Expérience confirmée d'au moins 10 ans en conception pédagogique de la formation continue, incluant l'élaboration de parcours d'apprentissage, la création de modules interactifs, et l'évaluation des apprentissages.
- Expérience significative dans la conception de programmes de formation e-learning et plateformes de gestion de l'apprentissage (LMS)
- Maîtrise des standards en matière de formation continue des professionnel.les de l'éducation nationale ;
- Capacité à vulgariser des concepts complexes en santé, VBG pour des audiences variées.

- Excellentes compétences en communication, à la fois écrites et orales.
- Capacité à travailler en équipe multidisciplinaire, incluant la coordination avec les acteurs institutionnels, les experts thématiques santé, les formateurs et les experts développeurs.
- Esprit d'innovation et créativité pour développer des solutions d'apprentissage efficaces.
- Sens aigu de l'organisation et gestion du temps pour respecter les échéances du projet.
- Maîtrise du français, la maîtrise de l'arabe est un atout.

### 3.5 Zones de mise en œuvre de la mission

Home based et Rabat.

### 3.6 Modalités et date limite de soumission des offres

Les candidat-es sont prié-es d'envoyer les éléments suivants :

- CV détaillé présentant leurs expériences
- Identité physique et fiscale du soumissionnaire (copie du registre de commerce et du Numéro d'identification fiscal)
- Offre financière détaillée libellée en MAD ou euros avec un tarif journalier
- Offre technique (15 pages maximum) incluant une note synthétique de compréhension de la consultance, décrivant l'approche et la méthodologie envisagée ainsi qu'un plan de travail incluant un chronogramme prévisionnel mentionnant les différentes phases de la production et de livraison des livrables

L'offre doit être adressée à Santé Sud **au plus tard le 8 septembre 2024 à 17h00 heure de Rabat** aux adresses électroniques suivantes: [jihane.hajji@santesud.org](mailto:jihane.hajji@santesud.org) et [imane.bouza@santesud.org](mailto:imane.bouza@santesud.org) en précisant dans l'objet du mail la **référence 24MAROCINGFOR**.

Les offres reçues après la date et l'heure exactes ne seront pas prises en considération. Un comité d'évaluation doit examiner et noter les offres dans la semaine suivant la date d'échéance, après quoi les postulant-es seront informé-es de leur statut.

### 3.7 Evaluation des offres

Dans une première phase, les offres introduites par les soumissionnaires sélectionnés seront examinées sur le plan de la régularité formelle. Les offres irrégulières seront rejetées.

Dans une seconde phase, les offres régulières seront examinées par une commission d'évaluation. Cet examen sera réalisé sur la base des critères d'attribution mentionnés ci-après et a pour but de composer une liste restreinte de soumissionnaires.

Le soumissionnaire dont l'offre présente le meilleur rapport qualité/prix (donc celui qui obtient le meilleur score sur la base des critères d'attribution mentionnés ci-après) sera désigné comme adjudicataire pour le présent marché.

#### 3.7.1. Principaux critères d'attribution du marché

La sélection du· de la candidat-e sera basée sur l'offre jugée la plus avantageuse en tenant compte des critères d'attributions suivants :

### Critère d'attribution N° 1 : méthodologie proposée - 100 points (Nt)

Une note méthodologique incluant un planning de réalisation de la prestation détaillant les différentes interventions envisagées.

L'évaluation de la méthodologie proposée portera sur :

Critères d'évaluation	Nombre points
Compréhension des enjeux de l'intervention auprès du partenaire institutionnel	15 pts
La pertinence de la démarche et la note méthodologique proposée	30 pts
Références et expérience similaires du soumissionnaire N>10 20 points 10>N<5 05 points N < 5 03 points	20 pts
Nombre d'année d'expérience du soumissionnaire dans le domaine de la prestation N>10 ans 10 points 10>N<5 05 points N < 5ans 0 points	10 pts
Production de travaux antérieurs illustrant les capacités de conduite de la Mission auprès de Départements ministériels	10 pts
Pertinence des livrables proposés	15pts

#### Documents à remettre pour l'évaluation de ce critère :

- Une note méthodologique de maximum 10 pages A4
- Un planning de réalisation des prestations
- CV du consultant affecté à l'exécution de la mission
- Les attestations de bonne exécution relatives aux services en rapport avec les expériences visées par le présent marché.

Pour que son offre soit régulière, le soumissionnaire doit obtenir une cote de minimum 80/100 points pour le critère d'attribution 1. Une offre qui n'obtient pas au moins 80 points sera écartée.

### Critère d'attribution N°2 : Le prix – 100 points

La note à attribuer aux offres financières sera faite selon la formule suivante :  $N_f = (M_n/M)$  dans laquelle :

$N_f$  = Note financière

$M_n$  = Montant de l'offre financière la moins-disante

$M$  = Montant de l'offre financière considérée.

Chaque offre sera évaluée selon la formule :  $N = 80\%N_t + 20\%N_f$

*Le marché a lieu par la notification au-à la soumissionnaire choisi-e de l'approbation de son offre. La notification est effectuée par courriel.*

*Toutes les candidatures incomplètes seront automatiquement écartées.*

*Santé Sud se réserve de clôturer l'appel d'offre avant terme si une offre est jugée satisfaisante.*

*NB : Les dossiers de candidatures resteront la propriété de Santé Sud.*

